



COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL

Formation Spécialisée Santé et Sécurité au Travail

Liminaire de la réunion du mardi 12 septembre 2023

En cette rentrée sociale, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux sont toujours les revendications prioritaires du monde du travail.

La colère contre la réforme des retraites est intacte et des milliers de travailleurs seront pénalisés par son application à marche forcée le 1er septembre. Alors que les profits explosent dans la plupart des grandes entreprises, plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite est impératif.

Des mesures ponctuelles et majoritairement financées par l'État sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement...

La CGT Finances Publiques réaffirme que ce sujet nécessite une augmentation du SMIC et des politiques salariales dans les branches, les entreprises et bien sûr la Fonction publique. Des négociations doivent être ouvertes à tous les niveaux.

Une répartition des richesses au profit des salariés constitue également un levier puissant d'action pour la lutte contre les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes.

Les négociations nationales qui vont se tenir, notamment en matière de retraites complémentaires et d'assurance chômage, dans les mois à venir seront capitales pour créer et renforcer les droits sociaux des salariés.

La CGT Finances Publiques réaffirme la nécessité de répondre aux aspirations démocratiques des travailleurs et défend une meilleure représentation collective en revenant notamment sur la loi de transformation de la fonction publique.

A la DGFIP, la diminution drastique et continue depuis 20 ans des moyens humains et budgétaires alloués est la cause principale de la dégradation des conditions de travail et du service rendu aux contribuables et aux élus.

La complexification de la législation et les réorganisations constantes constituent des facteurs aggravants.

La mise en place de GMBI et la création des 2 SGC au Pays basque n'ont pas échappé à la règle : les agents ont dû répondre dans l'urgence aux attentes des usagers et des élus tout en faisant face à de nombreuses défaillances informatiques : serveurs saturés, files ininterrompues, téléphone et e-contacts en surchauffe pour les agents devant gérer GMBI et perte de l'ensemble des habilitations pour les agents des SGC pourtant chargés des transferts et des clôtures comptables.

Avec des objectifs trop importants sans moyens humains suffisants, les agents sont amenés à bâcler leur travail et vivent une pression accrue au quotidien, notamment en devant gérer l'irritation grandissante du public, les conséquences de la paupérisation de la société et les campagnes de communication du gouvernement, souvent en décalage avec la réalité du terrain et la législation.

De plus, le manque de personnel ne permet plus une passation satisfaisante des savoirs et savoirs faire, entraînant une perte notable de technicité.

Cette organisation voulue de la dégradation du service rendu permet au gouvernement de présenter comme une avancée le remplacement des structures de pleine compétence par des points d'accueils multi-services et le basculement de missions à des entreprises privées.

Le manque de personnel pose enfin des problèmes d'organisation. La Direction Générale des Finances publiques essaye d'y pallier par l'embauche de contractuels, mais également par l'usage de la « polycompétence » qui aboutit à faire faire du travail de A par un B de B par un C sans reconnaissance des qualifications sur la paye des agents.

De nombreux agents expriment de manière très marquée leur souffrance. De nombreuses conséquences médicales dues à la pression et au stress ont déjà été signalées.

Face à l'inexorable dégradation des conditions de l'exercice de leurs missions, les élus CGT Finances Publiques seront toujours auprès de l'ensemble des agents pour défendre leurs conditions de travail et leur santé. Pour cette raison nous revendiquons un moratoire sur l'ensemble des réorganisations et des recrutements d'agents titulaires à la hauteur des besoins dans l'ensemble de nos services.

Les élus et représentants CGT Finances Publiques 64

Cécilia ELORGA- Nathalie GARCIA- Anne SEGUIER- Hervé SOUVESTRE- Axel ESCOT-SEP- Eric MANRY